

Panama, laissez tomber les p'tits papers ?

Le scandale des « Panama papers » désignant la fuite de plus de 11,5 millions de documents en provenance du cabinet d'avocats Mossack Fonseca, fait les gros titres des gazettes depuis un peu plus de 20 jours.

214'000 sociétés offshore ont organisé l'évasion fiscale et le blanchiment de milliards de francs, ou d'euro ou de dollars. Et il ne s'agit ici que de la pointe d'un iceberg gigantesque.

Utilisant un système complexe de sociétés écran et de trusts fiduciaires, les services de Mossack Fonseca permettent à ses clients d'opérer derrière un mur de secret presque impénétrable. Son succès repose sur un gigantesque réseau de comptables et de banques prestigieuses qui embauchent la firme pour gérer les finances de leurs clients les plus fortunés. Les banques sont les principaux moteurs derrière la création de sociétés difficiles à tracer basées dans les paradis fiscaux.

La Suisse participe activement à cet édifice porteur d'injustices. L'affaire Panama papers relève que 1'200 sociétés suisses (banques, cabinets d'avocats et autres intermédiaires) ont contribué à la création de plus de 34'000 structures offshore.

Depuis la publication de la liste des noms des intermédiaires, les autorités fiscales de différents cantons ont mis leurs services compétents à contribution dans la recherche de ces sociétés, dans le but de trouver les moyens de récupérer l'argent détourné au détriment de l'ensemble des contribuables.

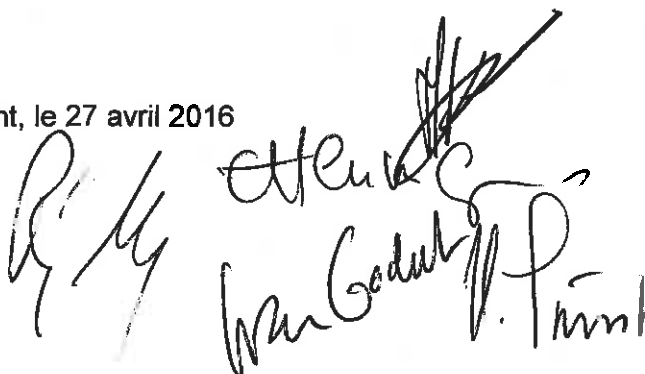
Les responsables des administrations fiscales de ces cantons jugent le potentiel financier de ces recherches extrêmement intéressant. On parle bien de dizaines de milliards de francs, voire plus, uniquement pour les opérations effectuées en Suisse ou depuis la Suisse.

Si Genève, Zurich ou le canton de Vaud s'organisent dans cette recherche, il n'y aucune raison que d'autres cantons ne le fassent pas. Le Jura en particulier.

Le groupe Verts et CS-POP soumet les questions suivantes au Gouvernement :

- quelle est l'appréciation politique du Gouvernement face à cette fraude de grande ampleur, dans laquelle de nombreuses sociétés suisses sont impliquées ?
- les autorités fiscales jurassiennes mènent-elles des enquêtes pour connaître l'éventuelle étendue du problème sur territoire jurassien ?
- en particulier, des démarches ont-elles été ou sont-elles entreprises pour obtenir les listes des personnes et/ou sociétés suisses impliquées dans ce scandale ?
- de façon plus générale, qu'en est-il de la politique de contrôle de la fraude et de l'évasion fiscale qui devait être mise en place par les autorités, suite à l'amnistie fiscale qui a pris fin en 2014 ?

Delémont, le 27 avril 2016



Groupe VERTS et CS-POP
Pierluigi Fedele

